



AGENCE DE RENNES
40, rue du Bignon
Forum de la Rocade
B.P. 91467
35514 CESSON SÉVIGNÉ CEDEX
Tél. 02 99 26 02 50
Fax 02 99 26 86 38

**COMITE REGIONAL OLYMPIQUE
ET SPORTIF DE BRETAGNE**

13 AVENUE DE CUCILLE

35065 - RENNES CEDEX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE NATIONALE DE RÉVISION COMPTABLE

Société Anonyme d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes au capital de 250 000 € - 334 301 488 RCS Nanterre - N° TVA FR 39 334 301 488
Inscrite au Tableau de l'Ordre des Experts-Comptables de la Région Paris - Île-de-France et Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles
Siège social : Paris La Défense - 41, rue du Capitaine Guynemer - 92925 La Défense Cedex - Site : www.fiducial.fr

COMITE REGIONAL OLYMPIQUE
ET SPORTIF DE BRETAGNE
Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2024

Mesdames, Messieurs,

I. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CROS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

V. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.


Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de l'association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

FAIT A CESSON SEVIGNE LE 04 Mars 2025

**SA FIDAUDIT
FIDUCIAL AUDIT**
Société de commissaires aux comptes

François BEYOT
Commissaire aux comptes



Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes :

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif

État exprimé en €

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024			Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
		Brut	Amortis. Provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations Incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	2 452,78	2 039,77	413,01	440,38
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Immobilisations Corporelles				
	Terrains				
	Constructions	1 842,86	1 842,86		
	Installations techniques, mat et outillage indus.	1 614,60	1 614,60		
	Autres immobilisations corporelles	97 163,01	68 654,83	28 508,18	37 848,69
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	Biens reçus par legs ou donations dest. à être cédés				
	Immobilisations Financières				
	Participations et Créances rattachées				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres				
TOTAL (I)		103 073,25	74 152,06	28 921,19	38 289,07
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours				
	Stocks et en-cours				
	Créances				
	Créances cli., adhé., usagers et cpt. rattachés	6 095,94	400,67	5 695,27	70 078,23
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	25 558,90	4 500,00	21 058,90	25 665,25
	Valeurs mobilières de placement	50 015,00		50 015,00	15,00
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	292 352,80		292 352,80	359 216,46
	Charges constatées d'avance	2 433,00		2 433,00	9 555,24
TOTAL (II)		376 455,64	4 900,67	371 554,97	464 530,18
COMPTES RÉGUL.	Frais d'émission des emprunts (III)				
	Primes de remboursement des emprunts (IV)				
	Écarts de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V)		479 528,89	79 052,73	400 476,16	502 819,25

Bilan Passif

État exprimé en €

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
Fonds Propres	Fonds propres		
	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
Fonds dédiés	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	166 423,03	230 960,78
	Excédent ou déficit de l'exercice	22 553,42	-64 537,75
	Situation nette (sous total)	188 976,45	166 423,03
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	420,30	1 435,80
	Provisions réglementées		
	TOTAL (I)	189 396,75	167 858,83
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	Fonds dédiés	113 345,84	223 454,86
	TOTAL (II)	113 345,84	223 454,86
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	15 435,91	12 026,09
	TOTAL (III)	15 435,91	12 026,09
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières diverses		
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	15 776,26	25 732,74
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	52 042,21	58 868,43
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	6 545,86	6 699,64
Dettes	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	7 933,33	8 178,66
	TOTAL (IV)	82 297,66	99 479,47
	Écarts de conversion passif		
TOTAL PASSIF (I+II+III+IV+V)		400 476,16	502 819,25

Compte de résultat - Produits

État exprimé en €

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
Produits d'exploitation	Cotisations	37 545,94	36 157,16
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		900,00
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	41 979,53	109 468,02
	dont parrainages		
	Production stockée		
	Production immobilisée		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	411 838,23	498 650,10
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contribution financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		694,00
	Utilisations des fonds dédiés	133 736,00	88 214,87
	Autres produits	12,01	209,13
TOTAL (I)		625 111,71	734 293,28
Produits financiers	Participations		
	Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	5 572,24	4 228,82
	Reprises sur provisions et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions valeurs mobilières de placement		
TOTAL (II)		5 572,24	4 228,82
Produits excep.	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		4 982,25
	Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 015,50	1 171,73
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL (III)	1 015,50	6 153,98
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III)		631 699,45	744 676,08
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT		0,00	64 537,75
TOTAL GENERAL		631 699,45	809 213,83

Compte de résultat - Charges

État exprimé en €

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
Charges d'exploitation	Achats de marchandises	32 548,64	18 533,24
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	136 718,89	230 382,86
	Impôts, taxes et versements assimilés	4 450,00	7 955,96
	Salaires et traitements	301 751,61	321 554,61
	Charges sociales	89 463,88	79 260,75
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	11 819,10	8 431,18
	Dotations aux provisions	3 810,49	266,93
	Report en fonds dédiés	23 626,98	136 165,06
	Autres charges	4 160,14	4 428,24
TOTAL (I)		608 349,73	806 978,83
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements		
TOTAL (II)		0,00	0,00
Ch. exceptionnelles	Sur opérations de gestion	22,30	1 752,00
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL (III)		22,30	1 752,00
Participation des salariés aux résultats (IV)			
Impôts sur les bénéfices (V)		774,00	483,00
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V)		609 146,03	809 213,83
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT		22 553,42	0,00
TOTAL GENERAL		631 699,45	809 213,83

Évaluation des contributions volontaires en nature

État exprimé en €

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023
Ressources	Contribution volontaires en nature		
	Dons en nature		
	Prestations en nature	14 670,00	14 417,00
	Bénévolat	31 932,24	33 881,27
Total des ressources		46 602,24	48 298,27
Emplois	Charges des contributions volontaires en nature		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens	14 670,00	14 417,00
	Prestations en nature		
	Personnel bénévole	31 932,24	33 881,27
Total des emplois		46 602,24	48 298,27

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS 2024

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux conventions générales du plan comptable des associations.

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Les immobilisations sont inscrites à l'actif pour leur valeur d'achat et amorties selon le mode linéaire et sur leur durée de vie soit :

➤ Logiciels	3 ans
➤ Matériels de bureau et informatique, matériels itinérants	2 à 5 ans
➤ Agencements	5 ans
➤ Mobilier	5 ans

Les investissements de l'exercice s'élèvent à :

➤ Logiciel	504 €
➤ Matériel informatique	1.947 €

Sorties de l'exercice :

- Aucune

CREANCES ET DETTES

Toutes les créances et dettes figurant au bilan du 31 décembre 2024 ont une échéance inférieure à un an ou font l'objet d'une provision.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Le bénévolat des membres du C.R.O.S. est comptabilisé pour 2.596 heures évaluées à un smic chargé, soit un montant total de 31.932,24 €. De même la mise à disposition gracieuse des locaux du CROS a été valorisée et comptabilisée à 14.670 €.

PERSONNEL

- **Effectif :**

Le C.R.O.S. a employé 9,75 ETP en 2024.

FONDS DEDIES

Conformément aux dispositions du plan comptable associatif, la quote-part de subventions affectées à des projets précis non utilisée au 31/12/2024 est présentée en fonds dédiés :

PROJET	Solde 31.12.2023	Virements de Compte à Compte	Dotations	Reprises	Solde 31.12.2024
CTERDS MOST Professionnalisation mouvement sportif	1.924,03 €	0,00 €	0,00 €	1.924,03 €	0,00 €
1000 Jeunes Bénévoles	2.410,92 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	2.410,92 €
MOST Mise en œuvre animation CTERDS	15.679,25 €	0,00 €	3.835,24 €	1.022,02 €	18.492,47 €
MOST Observatoire	6.202,06 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	6.202,06 €
CROS CRER & Développement durable	0,00 €	0,00 €	8.746,73 €	0,00 €	8.746,73 €
MOST Caravane des Jeux	44.233,43 €	0,00 €	0,00 €	44.233,43 €	0,00 €
MOST Aide CNOSF	6.260,00 €	0,00 €	0,00 €	6.260,00 €	0,00 €
MOST Développement durable	3.042,69 €	0,00 €	0,00 €	3.042,69 €	0,00 €
MOST Tiers-lieu	85.671,63 €	0,00 €	0,00 €	71.528,33 €	14.143,30 €
CROS Paris 2024	5.725,50 €	0,00 €	0,00 €	5.725,50 €	0,00 €
CROS Innovation	0,00 €	0,00 €	1.858,69 €	0,00 €	1.858,69 €
MOST sensibilisation APS jeunes	4.000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	4.000,00 €
CROS Diagnostic PST	48.305,35 €	0,00 €	9.186,32 €	0,00 €	57.491,67 €
TOTAL	223.454,86 €	0,00 €	23.626,98 €	133.736,00 €	113.345,84 €

INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

Elles sont calculées et provisionnées pour l'ensemble des salariés avec les hypothèses suivantes :

- Taux d'actualisation = 3,0 %
- Taux d'augmentation des salaires = 2,00 %
- Taux de charges patronales = 30 %

FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

- Le dispositif Bret'on mouv qui développe le sport en milieu professionnel et met en relation les clubs et les entreprises. Ce dispositif prend de l'ampleur avec la vente de prestations auprès des entreprises et collectivités bretonnes.
- L'évènement Paris 2024 et une déclinaison d'actions sur le territoire breton : l'action Caravane Terre de Jeux, une délégation bretonne aux Jeux. Cette année olympique a également eu un impact sur le déploiement de notre dispositif Bret'on mouv.
- Le non-remplacement d'une salariée en congés maternité puis ayant quitté la structure
- Le recrutement d'un salarié « Coordinateur de la Conférence régionale du sport »